

APRÈS 40 JOURS

Les enseignants suspendent leur grève de la faim

«Les enseignants contractuels ont annoncé hier leur décision de suspendre la grève de la faim qu'ils ont entamée le 14 juillet dernier. Des actions de protestation cycliques seront menées conjointement avec les autres syndicats autonomes de l'éducation, à travers l'ensemble du territoire national à partir de la rentrée sociale prochaine.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) - Le Cnec (Conseil national des enseignants contractuels) a annoncé, hier matin, la suspension de la grève de la faim lors d'un point de presse tenu au bureau du siège national du Snapap à Alger. Cette décision a été prise suite à une réunion extraordinaire des membres du Cnec qui a eu lieu samedi. Ces derniers ont réussi à convaincre les 55 enseignants grévistes de suspendre leur action jusqu'à la fin du mois de ramadan, a indiqué Meriem Maârouf, porte-parole du Cnec. «Après quarante jours de grève de la faim, le Conseil national de la santé, affilié au Snapap a pu convaincre les 55 enseignants contractuels de suspendre leur action pour les sauver d'une mort certaine», a expliqué la porte-parole

du Cnec. La dégradation de l'état de santé des grévistes, dont 49 sur 55 ont été évacués à l'hôpital de Zmirli à maintes reprises, est derrière cette suspension. Cette décision marque un tournant dans le conflit opposant ces enseignants à la tutelle. Il s'agit d'un changement de stratégie de la part du Cnec pour faire aboutir les revendications de 45 000 enseignants contractuels, explique la conférencière. Le Cnec compte en fait observer des actions de protestation de manière cyclique et intense, à travers l'ensemble du territoire national. Les autres syndicats autonomes prendront part aux rassemblements qui se tiendront devant les directions de wilaya de l'éducation. La dernière sortie médiatique du secrétaire général du ministère de l'Education a été vivement dénon-

cée par les grévistes de la faim qui ont réaffirmé leur détermination à poursuivre la lutte jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications. Il est à signaler qu'ils étaient hier présents à la conférence de presse. Parlant d'une voix presque inaudible, un enseignant gréviste a dressé le bilan de santé de ses collègues qui est des plus catastrophique : chute de poids de plus de 25 kg, glycémie en dessous de 0,5 g et apparition de maladies chroniques chez certains d'entre eux. Rappelons que dix enseignants ont été placés dans des centres d'hémodialyse, il y a presque une semaine. Les frais des soins ont été pris en charge par les familles des grévistes et les syndicalistes du Snapap, a précisé Meriem Maârouf. Par ailleurs, vingt-quatre enseignants souffrent de troubles psychiques. L'un des enseignants grévistes de la faim dira qu'un cadre d'une formation politique proche du ministre a tenté de négocier l'intégration des 55 enseignants en contrepartie de la suspension de toute action de protestation de la

part du Cnec. Cette tentative qui a essuyé un refus catégorique des membres de cette organisation, ajoute les conférenciers qui demandent carrément la démission de Benbouzid de la tête du ministère de l'Education. «Retirez-vous Monsieur le ministre. Vos réformes sont un échec», diront les enseignants à un Benbouzid resté jusque-là sourd aux revendications des grévistes.

Des revendications qu'ils disent légitimes en se référant aux lois en vigueur. Le ministre de l'Education est, par ailleurs, accusé de ne pas tenir ses promesses. «La promesse faite par Benbouzid de verser les salaires impayés des enseignants contractuels avant le début du mois de septembre prochain n'est qu'un vain mot», diront-ils. Le mois de septembre s'annonce en fait très mouvementé, à en croire les menaces des autres syndicats autonomes de l'éducation (CLA, Cnapest, Satef) qui décideront dans quelques jours des actions à mener à la rentrée sociale.

L. M.

STATISTIQUES ET INFORMATION ÉCONOMIQUES

Installation demain du Conseil national de la statistique

Réactivé dès demain, le Conseil national de la statistique (CNS) doit contribuer au développement stratégique des statistiques et de l'information économiques, hors toute redondance.

Chérif Bennaceur- Alger (Le Soir) - Le ministre des Finances, Karim Djoudi, présidera demain la cérémonie d'installation du Conseil national de la statistique (CNS) au siège de l'Office national des statistiques (ONS).

Le CNS est composé de 37 membres désignés pour un mandat de quatre ans et représentant toutes les institutions nationales officielles (ministères, instances consultatives, universités, centres de recherches...). Il est placé sous la présidence et la coordination du Commissariat général au plan (CGP) et animé par l'ONS. Lancé sur la base du décret exécutif n°95-160 du 3 juin 1995, modifié et complété, portant organisation et

fonctionnement du conseil national, le CNS a activé pendant quelque temps avant d'être mis en veilleuse. Il a été relancé par deux décrets exécutifs (n°08-149 et n°08-150) du 21 mai 2008, le premier modifiant et complétant le décret exécutif n°95-160 du 3 juin 1995, et le second portant nomination des membres de ce conseil. Ce dernier est chargé, ainsi, de l'élaboration de la politique nationale de la statistique et de l'information économiques, la coordination de l'élaboration et du contrôle d'exécution des programmes nationaux, sectoriels et spécifiques de travaux statistiques. Ce Conseil est appelé également à se prononcer et arrêter les méthodes,

procédures et modalités de calcul et composition de tous les indices, indicateurs, agrégats et comptes servant de référence officielle.

Le CNS doit veiller à la garantie effective du secret statistique, la promotion de la circulation de l'information statistique et au perfectionnement permanent des circuits assurant la disponibilité d'informations fiables, régulières et adaptées aux besoins des agents socioéconomiques. Il s'agit pour le CNS par le biais de programmes annuels et pluriannuels notamment, de contribuer au développement stratégique des statistiques et de l'information économique et de répondre aux besoins des utilisateurs. Mais aussi pour éviter toute redondance en matière de statistiques avec d'autres ministères et institutions tels que l'ONS

ou le Cnes (Conseil national économique et social). En espérant que cela serve au moins à améliorer le système statistique national dont les insuffisances restent notoires. Relevons la présence parmi les nouveaux membres du CNS, outre son président, Sid-Ali Boukrami (commissaire au plan), d'éminentes personnalités dont des experts auprès du ministère des Finances, le Cnes et le Cread (Centre de recherches en économie appliquée au développement), Zoubeidi Abdelmalek, Boumghar Rafik et Bouras Djoudi.

Le doyen de l'Institut des mathématiques de l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène (USTHB), Boukhetala Kamel, fait partie également des membres du CNS.

C. B.

FRUITS ET LÉGUMES

Une hausse des prix annoncée

Les prix des fruits et légumes vont connaître une hausse sensible au cours des prochains jours. Cela n'est pas uniquement dû à la spéculation qui accompagne l'arrivée du mois sacré du ramadan, mais aussi à la fin des récoltes. Il s'agit surtout des marchés qui s'approvisionnent de la Mitidja et des régions avoisinantes.

Cette annonce a été faite par les représentants de l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens). Présent à ce point de presse, le gérant d'un marché de gros dira que la fin des récoltes dans la région nord du pays va indubitablement conduire à la hausse des prix des légumes. Les fruits ne sont pas concernés, en attendant que la production des Hauts-Plateaux vienne en appoint.

Il a aussi été souligné que cette situation ne concerne pas la pomme de terre. «Des stocks suffisants sont disponibles», a-t-on précisé. Le conférencier a voulu lever l'ambiguïté sur les prix appliqués au niveau des marchés de gros. «Les vendeurs au détail se cachent souvent derrière cet argument pour justifier les prix qu'ils pratiquent», a-t-il été souligné. A titre d'exemple, il a été mentionné qu'au

marché de gros actuellement, la courgette se vend à 35 DA, la tomate entre 15 et 20 DA, le mange-tout à 45 DA, l'oignon à 15 DA. L'orateur a rappelé que les prix sont libres. «Ce n'est pas de notre faute si le commerçant décide d'une marge bénéficiaire de 200 %. Il appartient au citoyen d'adopter une conduite d'achat responsable, de manière à boudier les produits dont les prix sont démesurément augmentés, rappelle-t-on. Relancé par les journalistes sur la régulation des prix, le représentant des marchands de gros rappellera que les prix sont libres. Il n'en demeure pas moins, qu'anciennement, le marché obéissait à une règle. Il s'agit

du coefficient de multiplication selon l'éloignement. Cet instrument définit le prix du produit chez les grossistes. Pour la marge bénéficiaire des vendeurs finaux, cette dernière était fixée à 25 % pour les légumes et à 30 % pour les fruits. Les représentants des commerçants et artisans prévoient aussi la coutumière hausse des prix durant les 3 ou 4 premiers jours du mois de ramadan, avant que la situation ne revienne à la normale. En outre, et à l'occasion du mois sacré, l'UGCAA annonce la tenue d'un point de presse quotidien au cours duquel sera communiquée la mercuriale des produits alimentaires.

N. M.

SUITE À UN INCIDENT DANS LE TRANSFORMATEUR DE OULED-FAYET

Plusieurs communes de l'ouest d'Alger sans électricité hier

L'alimentation électrique de plusieurs communes de l'ouest d'Alger était hier interrompue. Les habitants de Oued Romane, El Achour, Chéraga, Baba-Hassen, Birtouta, Draria, Oued Terfa, Khraïssia, Sebala, Staouéli, Ouled Fayet, les Dunes, Soudania, Mahelma, Tessala El Merdja, Draria se sont, en effet, réveillés dans le noir.

Une interruption causée, selon un communiqué de Sonelgaz, par «un incident technique» survenu hier matin à 7h45 au niveau du poste de transformation haute et moyenne tension (poste 30kV) de Ouled Fayet (ouest d'Alger). Suite à cet incident, les équipes d'intervention de Sonelgaz se sont immédiatement déplacées sur les lieux de l'incident, indique la même source. L'opérateur public a indiqué que «les travaux de réparation sont en cours et nos agents restent mobilisés jusqu'à l'alimentation de l'ensemble des clients». Selon le même communiqué, «la situation reviendra à la normale dès la fin des travaux, prévue en fin de soirée, aux environs de 22h».

En attendant, Sonelgaz a recouru à des moyens supplémentaires pour venir au «secours» de ses abonnés. «La grande majorité de nos clients a été progressivement alimentée en électricité dès ce matin à 8h30, à partir d'autres sources électriques», peut-on lire dans le même communiqué. Des habitants de ces localités ont vu progressivement la situation revenir à la normale. Mais ceci n'est pas le cas à Bouchaoui, El Achour et Dely-Brahim.

A ce sujet, Sonelgaz précise que «le reste des abonnés isolés, soit près de 20 000, seront alimentés en électricité en début de soirée». Même si la cause exacte de cet incident technique n'est pas connue, la thèse de l'acte de sabotage ou terroriste est cependant écartée. D'autres quartiers de la capitale ont également subi, dès l'aube, des coupures d'électricité, notamment Bouzaréah. Des interruptions causées, selon Sonelgaz, par des incidents au niveau des lignes.

C. B.